

avec les autres pays exportateurs, mais je pense qu'il ne faudrait rien négliger pour assurer à nos pêcheurs au moins cette augmentation de 1c. la livre. Pour y arriver, nous devons inciter les Canadiens à manger plus de poisson. A l'heure actuelle, le Canadien consomme en moyenne, chaque année, 142 livres de bœuf et 72 livres de volaille, mais seulement 13 livres de poisson, soit un peu plus d'une livre par mois. Et pourtant, les protéines du poisson ont une grande valeur biologique pour assurer la croissance du corps humain et restaurer ses forces. Les protéines du poisson constituent une alimentation complète et équilibrée. Elles se digèrent facilement et restaurent vite les forces. Du point de vue alimentaire, le poisson est riche en minéraux d'une valeur inestimable et en d'autres composés inorganiques. C'est un fait bien connu maintenant que le niveau du cholestérol du sang peut être abaissé par une diminution de la ration alimentaire de gras ou par le remplacement d'une matière grasse par une autre.

Le poisson est un aliment précieux qui allie la valeur unique des protéines animales aux matières grasses uniquement végétales, et qui prévient l'artériosclérose, maladie des artères. En plus de sa valeur hygiénique, considérons qu'on trouve sur nos marchés du poisson de toutes textures et pour tous les goûts. La personne économe trouve dans les filets de poisson une source exclusive de protéines, sans gras, ni arêtes, ni perte. Cet aliment est à la portée de tous, facile à préparer. J'espère que les consommateurs canadiens prendront de plus en plus l'habitude d'en acheter, contribuant ainsi à raffermir l'économie de ceux qui en ont bien besoin, les localités de pêcheurs de l'Est, les industries secondaires connexes à la pêche et toute l'économie de la région atlantique.

M. Winch: L'industrie de la pêche, au Canada, est d'extrême importance pour notre économie, outre sa valeur alimentaire sur le marché intérieur et au-delà de nos frontières. C'est à regret que j'en suis venu à la conclusion que, d'une façon générale, l'industrie de la pêche au Canada ne fait pas l'objet des préoccupations immédiates du gouvernement actuel. En particulier, ce gouvernement ne semble pas s'inquiéter de l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique. Le gouvernement et le ministère des Pêcheries semblent considérer l'industrie de la pêche sur la côte du Pacifique comme un enfant illégitime—soit comme une chose à laquelle ils doivent s'intéresser, mais pas trop.

Quelle raison ai-je de l'affirmer? Pourquoi ai-je cette impression? Pourquoi en suis-je venu à ces conclusions? C'est, comme l'a déjà

signalé le député de Skeena, parce qu'il semble y avoir une différence très nette entre le souci dont fait preuve le gouvernement à l'égard de l'industrie de la pêche dans les provinces Maritimes et le peu d'attention qu'il prête à celle de la Colombie-Britannique. Si l'agriculture éprouve des difficultés, que ce soit à l'égard du blé, des œufs, de la volaille, des graines de tournesol ou des fèves soya, le gouvernement prend certaines mesures. D'autre part, lorsque les baleiniers de la Colombie-Britannique sont incapables de prendre la mer, comme l'an dernier et sans doute aussi cette année, et lorsque l'industrie du hareng est en mauvaise passe, que fait le ministre? Il nous dit, comme il l'a fait l'an dernier, qu'il s'intéresse vivement à la question et qu'il va l'étudier à fond, mais on ne fait rien du tout. Je voudrais bien savoir pourquoi on nous traite si injustement.

Lorsque l'industrie houillère est dans l'embarras et a besoin de subventions, le gouvernement les lui accorde. Si l'industrie des mines d'or est dans une situation difficile et a besoin de subventions, elle en reçoit. Lorsque l'agriculteur et, dans une certaine mesure, l'industrie de la pêche dans les Maritimes, ont des difficultés, le gouvernement tente d'y remédier. Cependant, lorsque l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique, qui revêt beaucoup d'importance pour les gens de cette province, éprouve des difficultés, le gouvernement la considère comme un enfant illégitime et ne s'en occupe guère.

Ce matin, le député de Skeena a parlé des épreuves et des tribulations de l'industrie de la pêche au hareng en Colombie-Britannique. Le ministère, ou le gouvernement du Canada, n'a accordé jusqu'ici, que je sache, aucune aide à cette industrie. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'on ne s'est pas évertué à maintenir les débouchés d'exportation du hareng de la Colombie-Britannique. Le ministre et ses fonctionnaires—je le sais bien—peuvent rétorquer que cela relève du ministère du Commerce. Mais je constate que lorsqu'on fait écouler du blé et des céréales, l'affaire n'intéresse pas le ministère du Commerce, mais bien le ministère de l'Agriculture, et on étudie la transaction comme si elle relevait de ce ministère. Si cette façon de procéder constitue un principe de la politique du gouvernement, j'estime qu'on devrait l'appliquer aussi à l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique.

Le député de Skeena a exprimé les sentiments de satisfaction que nous donne la nouvelle d'importantes ventes de blé et d'autres céréales à la Chine, mais, il y a quelques années, la Colombie-Britannique exportait en grande quantité du hareng salé à la Chine. Aussi, j'aimerais que le ministre nous apprenne ce qu'on a fait, en collaboration avec